

Un an de présidence Prabowo : entre populisme économique et reflux démocratique

Juliette LOESCH

► Points clés

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">■ Prabowo hérite d'un régime déjà marqué par l'érosion de la démocratie sous Joko « Jokowi » Widodo.■ Après un an à la tête d'un gouvernement d'unité, Prabowo resserre son cabinet autour de ses fidèles, assumant le retour à un présidentielisme affirmé.■ La première année du mandat de Prabowo se distingue par une prise de distance vis-à-vis de la tutelle exercée par Jokowi sur la vie politique indonésienne.■ Son programme phare de repas gratuits et les mesures de soutien à la croissance illustrent tant l'ambition de son agenda économique populiste que ses limites | <ul style="list-style-type: none">structurelles : dysfonctionnements administratifs, tensions budgétaires et critiques récurrentes concernant la corruption et l'inefficacité de l'État.■ Les vagues de manifestations qui ont marqué 2025 traduisent le mécontentement populaire face aux difficultés économiques, aux privilèges des élites politiques et à la militarisation croissante de la vie civile.■ Sur la scène internationale, Prabowo incarne avec vigueur la politique de multi-alignement indonésienne, privilégiant toutefois une diplomatie de prestige plutôt qu'un engagement sur les dossiers les plus sensibles. |
|---|--|

Introduction

Élu à presque 60 % des suffrages en février 2024, Prabowo Subianto est officiellement devenu le huitième président de la République indonésienne le 20 octobre 2024. Adoubé par son prédécesseur et ancien rival, Joko « Jokowi » Widodo, porté par une immense popularité, en particulier auprès de la jeunesse, le nouveau chef de l'État n'a pas tardé à mettre en œuvre son programme pour une « Indonésie qui avance » (*Indonesia Maju*).

L'accession au pouvoir de cet ex-général au passé controversé, figure de l'ancien régime autoritaire de l'Ordre nouveau (1965-1998) et populiste aguerri, fait néanmoins craindre la fin de l'ère démocratique ouverte après la chute de Suharto en mai 1998.

La démocratie indonésienne connaît déjà une phase de régression amorcée sous Susilo Bambang Yudhoyono (2009-2014) et accentuée durant l'ère Jokowi (2014-2024). Celle-ci se manifeste par le recours à la cooptation et la coercition à l'encontre des partis politiques et de la presse ; la répression des oppositions civiles et islamiques ; la centralisation géographique du pouvoir, à rebours des lois de décentralisation de 1999 et 2004 ; ainsi que par l'affaiblissement des instances de contrôle telles que la Commission de lutte contre la corruption (KPK) et la Cour constitutionnelle. Prabowo hérite ainsi d'un régime demeurant certes démocratique, mais dont la branche exécutive apparaît de moins en moins contrainte par l'équilibre des pouvoirs mis en place après la transition de 1998. Les premiers mois du nouveau président semblent s'inscrire dans la continuité de cette tendance en dessinant les contours d'une concentration du pouvoir dans les cercles proches de Prabowo.

Du gouvernement d'unité à la consolidation présidentielle

La nomination du premier gouvernement de Prabowo, baptisé « Rouge et Blanc » (*Merah Putih*) en référence aux couleurs du drapeau indonésien, entérine la disparition presque totale de l'opposition. Avec un nombre record de 118 ministres et vice-ministres, il réunit l'ensemble des forces politiques et associatives du pays, à l'exception notable du Parti démocratique indonésien de lutte (PDI-P) de Megawati Sukarnoputri, fille du premier président indonésien Sukarno et ex-présidente elle-même. Le PDI-P, qui a choisi de rester à l'écart du gouvernement – en raison de l'inimitié entre Megawati et le nouveau président –, a toutefois opté pour une cohabitation pacifique au Parlement, renonçant à utiliser sa majorité relative pour obstruer les initiatives de Prabowo.

Le remaniement ministériel de septembre 2025 vient cependant nuancer cette façade d'unité pour opérer un resserrement autour du parti présidentiel, Gerindra.

Prabowo s'est ainsi séparé de sa ministre des Finances, Sri Mulyani, en poste depuis quatorze ans et dont les dissensions avec le président étaient connues. Celle-ci a été remplacée par Purbaya Yudhi Sadewa, technocrate discret sans passé politique, dont les marges de manœuvre sont limitées à l'application du mandat confié par le président. Prabowo a également nommé l'ex-général Djamari Chaniago au poste de ministre coordinateur aux Affaires politiques et de sécurité, actant dans le même temps la mise à l'écart de Budi Gunawan, ancien chef de la police et du renseignement sous Jokowi et considéré comme un proche de Megawati Sukarnoputri. Plusieurs autres postes de vice-ministres et de cabinet ont aussi été attribués à des membres du parti présidentiel¹.

Les huit nouvelles nominations de septembre peuvent paraître dérisoires au sein d'un gouvernement comptant plus d'une centaine de membres. Elles concernent toutefois des postes clés au regard des priorités affichées de Prabowo – économie et finances, sécurité, communication –, signalant ainsi la volonté présidentielle de resserrer son emprise sur ces domaines.

S'il semble par ailleurs naturel qu'un président s'entoure de ministres issus de son parti, cette pratique contrevient à la tradition indonésienne du « présidentielisme de coalition », qui consiste, d'après le chercheur Marcus Mietzner, à « construire des alliances efficaces pour assurer sa propre survie politique² ». À travers ce remaniement, Prabowo acte finalement son émancipation de l'influence du Parlement et assume un retour à un présidentielisme fort.

**Prabowo acte son
émancipation de
l'influence du
Parlement et assume
un retour à un
présidentielisme fort**

Rompre avec l'héritage de Jokowi

La première année de la présidence Prabowo marque également l'émancipation progressive de la tutelle qu'exerçait Jokowi sur la vie politique indonésienne.

Prabowo, dont on ne peut nier qu'il disposait déjà d'une solide base électorale (46,85 % des voix aux élections présidentielles de 2014 et 44,50 % en 2019), n'aurait vraisemblablement pas atteint le score exceptionnel de février 2024 sans l'aide décisive du président sortant, matérialisée tant par son soutien explicite que par la mise à disposition de ses réseaux militants. Si les termes exacts de leur entente demeurent inconnus, il est probable que Jokowi y voyait un moyen d'assurer la continuité de ses politiques de développement et de son grand projet de nouvelle capitale, Nusantara.

1. « Mengapa Prabowo Selalu Pilih Kader Gerindra dalam Reshuffle Kabinet? », *Kompas*, 9 octobre 2025, disponible sur : www.kompas.id.

2. M. Mietzner, « Coercing Loyalty: Coalitional Presidentialism and Party Politics in Jokowi's Indonesia », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 38, n° 2, 2016, p. 209-232.

Le bilan apparaît pourtant contrasté pour l'ancien président. Si Nusantara a été sauvée *in extremis* par un décret de septembre 2025 confirmant le transfert de capitale à l'horizon 2028, le chantier est resté largement en friche, faisant un temps croire à son abandon. Sur le plan économique, les deux hommes partagent bien une même conception interventionniste de l'État, mais appliquée à des priorités différentes : infrastructures pour Jokowi, agriculture et sécurité alimentaire pour Prabowo.

La mise à l'écart du vice-président et fils aîné de Jokowi, Gibran Rakabuming Raka, dont les relations avec Prabowo se sont distendues depuis leur campagne commune, constitue un autre indice de cette émancipation. Le second fils de Jokowi, Kaesang Pangarep, a également été mis en difficulté par la polémique liée à son train de vie lors d'un voyage privé aux États-Unis³, épisode qui lui a probablement coûté sa candidature aux élections régionales de novembre 2024.

Possiblement fragilisé par la réputation ternie de ses fils, Jokowi s'est lui-même fait particulièrement discret. Après sa rupture avec le PDI-P, des rumeurs ont brièvement circulé quant à sa nomination à la tête du Parti de solidarité indonésien ou du Golkar, tous deux membres de la coalition présidentielle, mais n'ont jamais été confirmées. L'ancien président, qui n'a plus ni parti ni mandat, n'apparaît plus que sporadiquement, à l'occasion de rencontres informelles avec des hauts dignitaires.

Un populisme économique à l'épreuve des réalités sociales

Cette émancipation politique s'accompagne d'un recentrage sur les priorités économiques et sociales du président, dans lesquelles se déploie pleinement son agenda populiste.

Fidèle à ses promesses de campagne, Prabowo a d'abord déployé son programme phare de repas gratuits (*Makan Bergizi Gratis*, MBG), qui comptait 36 millions de bénéficiaires en septembre 2025. L'ancienne ministre des Finances, Sri Mulyani, connue pour sa rigueur budgétaire, avait conditionné son financement, estimé⁴ à 8,6 milliards d'euros pour 2025 et 15,5 milliards pour 2026, à des coupes drastiques dans le budget de l'État. Mais son limogeage en septembre 2025 a permis un revirement total de doctrine en matière de dépenses publiques : son successeur a ainsi annoncé, au lendemain de sa nomination, un plan de relance de 10,3 milliards d'euros, incluant une injection massive de capitaux dans les banques, la distribution d'aides directes et le

3. « Indonesian President's Son Defends Private Jet Use to Anti-Corruption Agency », *The Diplomat*, 18 septembre 2024, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

4. « Govt to Allocate Rp300 Trillion for Free Meals Program in 2026 », *Antara News*, 13 août 2025, disponible sur : <https://en.antaranews.com>.

financement d'initiatives de créations de coopératives villageoises ou de soutien aux métiers agricoles⁵.

Les mesures prises pour soutenir l'objectif de croissance de 8 % ne sont pas sans rappeler la doctrine de Sumitro Djojohadikusumo, père de l'actuel président et ministre sous Sukarno et Suharto. Sumitro considérait en effet que l'État devait jouer un rôle moteur dans l'économie et ne devait pas craindre le déficit budgétaire, à condition d'investir massivement dans les infrastructures et l'industrie.

Fidèle à cette approche, Prabowo a ordonné la création d'une agence chargée de la gestion des actifs de l'État, *Daya Anagata Nusantara* (Danantara). Cette entité, qui opère comme un fonds souverain, investira en phase initiale dans une vingtaine de projets stratégiques, parmi lesquels le traitement des minéraux critiques, les centres de données, l'intelligence artificielle, le raffinage du pétrole, les énergies renouvelables et la production alimentaire. Danantara s'appuiera pour ce faire sur la gestion des actifs de 844 entreprises publiques représentant un portefeuille combiné de plus de 778 milliards d'euros. La transformation du puissant ministère des Entreprises publiques en simple Autorité de régulation en septembre 2025 signale également le transfert progressif de responsabilités vers Danantara⁶. Les investissements étrangers restent pour l'instant supervisés par l'*Indonesia Investment Authority*, créée par Joko Widodo en 2021.

Ces politiques sont toutefois loin de faire l'unanimité, à commencer par le programme de repas gratuits. Celui-ci a en effet provoqué plusieurs vagues d'intoxications alimentaires – plus de 11 000 cas recensés en septembre 2025, selon l'organisation non gouvernementale *Network for Education Watch Indonesia*⁷ –, alimentant l'inquiétude des parents. Sa mise en œuvre, très partielle, témoigne aussi de l'impréparation du système indonésien face à un programme de cette ampleur : sur les 8 milliards d'euros prévus, seuls 181 millions avaient été effectivement dépensés en mai⁸. Les difficultés rencontrées sont autant logistiques qu'institutionnelles, dans un pays où la gouvernance locale reste fragile et où de tels budgets sont, par nature, propices aux détournements et à la corruption.

Si l'Indonésie continue par ailleurs d'afficher un taux de croissance relativement élevé, autour de 5 % par an, ainsi qu'un taux de chômage stable à 5 %, l'examen approfondi de plusieurs autres indicateurs socio-économiques révèle une stagnation préoccupante du développement. Le secteur privé, notamment, a connu d'importantes vagues de licenciements, semblant donner raison à ceux qui, en 2020, s'étaient opposés à la loi sur la création d'emplois, accusée d'affaiblir la protection des travailleurs. Le

5. « Paket Ekonomi Prabowo Meluncur », *Kompas*, 16 septembre 2025, disponible sur : www.kompas.id.

6. « Pengesahan RUU BUMN: Ikhtiar Pemerintah Perbaiki Tata Kelola Perusahaan Pelat Merah », *Kompas*, 2 octobre 2025, disponible sur : www.kompas.id.

7. « Military, Police Role in Free Meals under Scrutiny », *The Jakarta Post*, 18 octobre 2025, disponible sur : www.thejakartapost.com.

8. « Govt to Up Free Meals Budget if Beneficiary Target is Met », *Antara News*, 23 mai 2025, disponible sur : <https://en.antaranews.com>.

secteur informel connaît en parallèle une forte progression : trois emplois sur quatre créés depuis 2019 relèvent de l'économie informelle et près de 60 % des actifs indonésiens y sont aujourd'hui employés⁹.

À ces fragilités structurelles s'ajoutent la contraction de l'économie mondiale et la guerre commerciale menée par les États-Unis – l'Indonésie est soumise à des droits de douane de 19 % –, qui accentuent encore les difficultés rencontrées par les ménages indonésiens.

Dans ce contexte économique morose, les privilèges dont jouissent les élites parlementaires et bureaucratiques alimentent un ressentiment croissant au sein de la population, d'autant que ceux-ci sont parfois mis en scène de façon ostentatoire sur les réseaux sociaux. Prabowo a ainsi dû rappeler aux cadres de son parti de faire preuve de retenue et d'humilité dans leur communication publique¹⁰.

Colère sociale et protestations politiques

Ce climat de mécontentement et de frustration s'est matérialisé par trois vagues de manifestations depuis le début de l'année.

En février, la décision par décret présidentiel de 18 milliards d'euros d'économies dans le budget de l'État a suscité une importante mobilisation des syndicats étudiants. Si l'ancienne ministre des Finances Sri Mulyani affirmait que ces réductions provenaient principalement d'une rationalisation des dépenses administratives, notamment des frais de déplacement et de représentation des fonctionnaires, plusieurs organisations de la société civile s'étaient inquiétées de leur impact sur des programmes sociaux et éducatifs. Après cinq jours de mobilisation, Prabowo a réagi en limogeant son ministre de l'Enseignement supérieur, sans toutefois répondre aux autres revendications.

En mars, une deuxième série de manifestations a éclaté à la suite de la ratification d'une loi controversée sur les forces armées, prévoyant l'extension des missions « autres que la guerre » et le nombre d'agences civiles pouvant accueillir des militaires d'active.

Fin août, une troisième vague de contestation dénonçait le versement d'une nouvelle allocation logement au bénéfice des parlementaires. Les événements ont pris une tournure dramatique après qu'un livreur à moto de 21 ans, Affan Kurniawan, a été tué sous les roues d'un véhicule tactique des brigades mobiles de la police nationale. Sa mort, filmée en direct et dont les images sont devenues virales sur les réseaux sociaux, a provoqué un embrasement des manifestations dans plusieurs autres grandes villes du pays, donnant lieu à des scènes de destruction et de pillage ainsi qu'à de nouveaux

9. « Jumlah Pekerja Informal Meledak », *Kompas*, 4 septembre 2025, disponible sur : www.kompas.id.

10. « Prabowo Warns Gerindra Lawmakers against Arrogance, Flaunting Wealth », *The Jakarta Post*, 10 septembre 2025, disponible sur : www.thejakartapost.com.

affrontements avec la police. L'organisation non gouvernementale YLBHI dénombrait dix morts au premier septembre¹¹.

Les revendications se sont rapidement structurées autour d'un appel pour « 18+7 actions¹² » : dix-huit mesures à appliquer immédiatement, dont la création d'une commission d'enquête indépendante sur la mort d'Affan Kurniawan, et sept autres à mettre en œuvre sous douze mois, telles que le retrait de l'armée de l'espace public, l'adoption d'une loi sur la confiscation des biens illicites et une réforme en profondeur de la police.

Si le gouvernement s'est d'abord borné à une réponse sécuritaire, particulièrement manifeste avec le déploiement de militaires dans la capitale, des signes d'ouverture sont apparus début septembre, parallèlement au remaniement ministériel annoncé par le président.

Côté législatif, une première avancée est intervenue avec l'inscription de la loi sur la confiscation des avoirs illicites dans les législations prioritaires pour 2025. Proposé pour la première fois en 2008, ce projet vise à établir une base légale pour la saisie des biens mal acquis des responsables publics condamnés pour corruption.

Côté exécutif, Prabowo a donné son accord de principe pour la création d'une équipe d'investigation sur les violences d'août, même si celle-ci n'a toujours pas été formellement constituée¹³. Un décret présidentiel prévoit également une réforme de la police, sans plus de détails à ce stade¹⁴.

Ces manifestations illustrent l'état préoccupant de la démocratie dans le pays

Ces vagues de manifestations illustrent de manière frappante l'état préoccupant de la démocratie dans le pays. Si elles traduisent, chez une partie de la population, un attachement aux valeurs démocratiques et à l'héritage de la « Reformasi », elles constituent avant tout une réponse à un mode de gouvernance jugé de plus en plus opaque. Les lois sont désormais débattues à huis clos, hors de tout débat public, tandis que la représentation parlementaire peine à incarner les aspirations de la population, accentuant encore la fracture entre les citoyens et les élites politiques.

11. « YLBHI: 1.042 Orang Terluka dan 10 Tewas dalam Demo Sepekan », *Tempo*, 3 septembre 2025, disponible sur : www.tempo.co.

12. « Kronologi Pembentukan Gerakan 17+8 Tuntutan Rakyat », *Tempo*, 4 septembre 2025, disponible sur : www.tempo.co.

13. « Presiden Bakal Bentuk Tim Investigasi Kerusuhan Agustus dan Reformasi Kepolisian », *Kompas*, 11 septembre 2025, disponible sur : www.kompas.id.

14. « Prabowo to Issue Decree for Police Reform Soon », *The Jakarta Post*, 18 septembre 2025, disponible sur : www.thejakartapost.com.

La militarisation rampante de la vie civile

Le déploiement prolongé de troupes à Jakarta après les manifestations d'août 2025 alimente les craintes d'une militarisation de la sécurité intérieure, qui vient s'ajouter à une tendance déjà observable de (re)militarisation des affaires civiles. La première année du mandat de Prabowo marque en effet un tournant qualitatif dans la relation entre l'exécutif et les forces armées.

Sur le plan institutionnel, la révision de la loi sur les forces armées, adoptée en mars 2025 à l'issue d'un processus de délibération particulièrement opaque, élargit le champ des missions « autres que la guerre » confiées aux forces armées indonésiennes (TNI), ainsi que le nombre d'agences civiles auxquelles des militaires d'active peuvent être affectés, parmi lesquelles figurent l'Agence nationale de gestion des catastrophes, l'Agence nationale de gestion des frontières, l'Agence nationale de lutte contre le terrorisme, l'Agence de sécurité maritime ou encore le Bureau du procureur général.

Cette révision de loi entérine une pratique ancienne, bien que plus marginale jusqu'alors, et contribue à promouvoir le rôle des militaires au sein de l'administration civile, y compris dans des fonctions non liées à la sécurité. La nomination en 2025 du général Djaka Budi Utama aux Douanes et du général Novi Helmy Prasetya comme président de la puissante Agence de la logistique de l'État (Bulog) en sont deux exemples récents.

L'implication accrue des forces armées dans la vie civile se manifeste également sur le terrain : depuis le début de l'année, une centaine d'unités ont ainsi été créées pour mener des missions civiles d'assistance dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage. Les militaires déployés, qui recevront une formation du ministère de l'Agriculture, seront chargés d'agir comme « facilitateurs » pour les projets civils qui font face à des blocages ou des limites¹⁵. Les TNI sont aussi mobilisées dans le cadre du déploiement du programme de repas gratuits, tant dans les instances de gouvernance que sur le terrain, sous prétexte de prévenir les incidents d'intoxication alimentaire¹⁶, et distribueront bientôt des suppléments nutritionnels produits par les laboratoires pharmaceutiques de l'armée¹⁷. L'imbrication des sphères civile et militaire au service de projets de développement n'est pas sans rappeler la « fonction duale » sociale et militaire reconnue aux forces armées durant le régime de l'Ordre nouveau, qui leur permettait d'agir comme de véritables doubles de l'administration civile.

15. « Indonesia Boosts Role of Military in Food Security Initiative », Reuters, 13 août 2025, disponible sur : www.reuters.com.

16. « Military Ensures Strict Supervision to Prevent MBG Food Poisoning », *Antara News*, 26 septembre 2025, disponible sur : <https://en.antaranews.com>.

17. « Govt Distributes 4.8 Million Vitamins to 100 MBG Kitchens in Jakarta », *Antara News*, 1^{er} octobre 2025, disponible sur : <https://en.antaranews.com>.

Enfin, la sphère politique n'est pas épargnée par l'influence militaire. Le ministre de la Défense, Sjafrie Samsuddin, proche de Prabowo, a récemment multiplié les entretiens avec les dirigeants des partis politiques, sous prétexte de renforcer les synergies entre les partis et le gouvernement, mais dont on devine qu'ils s'inscrivent dans les efforts initiés par l'entourage du président pour préparer les prochaines élections.

Le multi-alignement en action

Sur le plan international, Prabowo pratique un véritable nomadisme diplomatique. Ses nombreux déplacements à l'étranger incarnent la politique extérieure « libre et active » de l'Indonésie et donnent une nouvelle ampleur à sa doctrine de « multi-alignement », consistant à multiplier les coopérations sans s'enfermer dans des partenariats exclusifs.

Le président semble toutefois préférer une diplomatie de prestige aux dossiers très techniques. Prabowo s'est par exemple peu investi dans la résolution du différend commercial avec les États-Unis, déléguant les négociations à son équipe ministérielle. À l'inverse, il s'est montré plus actif sur le dossier palestinien, cher à l'opinion publique indonésienne majoritairement musulmane. Héritier de l'attachement historique de la diplomatie indonésienne à la cause palestinienne en raison des impératifs anticolonialistes inscrits dans la Constitution de 1945, mais également sensible à l'opportunité de démontrer sa stature internationale, Prabowo s'est ainsi exprimé à plusieurs reprises en faveur de la solution à deux États. Il a participé, le 23 septembre, à la présentation du plan de paix américain par le président Trump, ce qui lui a finalement valu une invitation de dernière minute au sommet pour la paix de Charm el-Cheikh, le 13 octobre 2025.

Parmi les autres réussites diplomatiques de l'Indonésie en 2025 figurent l'adhésion aux BRICS+ en janvier, la finalisation en juin des négociations sur un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasiatique et la conclusion en septembre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne. Si l'entrée dans les BRICS+ et les voyages de Prabowo à Moscou et à Pékin peuvent donner l'impression d'une inflexion diplomatique en faveur du « Sud global », il serait néanmoins réducteur d'y voir une rupture avec les partenaires occidentaux. Le ministre des Affaires étrangères a ainsi rappelé que, parallèlement à son adhésion aux BRICS+, l'Indonésie poursuivait activement ses discussions pour rejoindre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et avait déposé sa candidature au Partenariat transpacifique global et progressiste (*Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership*, CPTPP)¹⁸. L'engagement de Jakarta reste avant tout marqué

18. « Indonesia Foreign Minister Defends BRICS Entry, Seeks U.N. Reform », *Nikkei Asia*, 10 janvier 2025, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

par une recherche de diversification et une aspiration à un leadership dépassant les frontières de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Enfin, dans le domaine de la défense, cher au président, la hausse du budget qu'il a initiée alors qu'il était ministre de ce portefeuille se confirme, sans toutefois atteindre le niveau record de 2024. Le ministère des Finances avait en effet accordé 21,4 milliards d'euros à titre exceptionnel pour financer des acquisitions de premier plan, dont 42 avions de combat Rafale. Ramené à 7,5 milliards d'euros en 2025 et 10,1 milliards en 2026, le budget continuera de soutenir les efforts de modernisation, comme en témoigne l'annonce récente de l'achat de 42 nouveaux chasseurs chinois J-10¹⁹. Ce budget demeure toutefois encore insuffisant pour mener à bien le programme de modernisation militaire intitulé « *Minimum Essential Force* ».

19. Annoncé par le ministre de la Défense. « Indonesia to Buy 42 Fighter Jets from China », *Nikkei Asia*, 16 octobre 2025, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

Juliette Loesch est chercheuse associée au Centre Asie de l'Ifri. Elle est doctorante en science politique à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), où elle étudie la désinformation politique en Indonésie contemporaine. Elle enseigne également les relations internationales à l'Inalco et à la Sorbonne, et publie une newsletter d'actualité politique sur l'Asie du Sud-Est. Elle occupait précédemment le poste de chargée de mission Indopacifique à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées.

Comment citer cette publication :

Juliette Loesch, « Un an de présidence Prabowo : entre populisme économique et reflux démocratique », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 3 novembre 2025.

ISBN : 979-10-373-1126-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : ©MRNPic/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

